

INNOVA PHARMA SAS

S A S au capital de 10 000 000 F CFA)

SIEGE SOCIAL : BP Ouagadougou secteur 13 tel

STATUTS

Société à Action simplifiée au capital de 4 314 782 de francs CFA Le siège social est fixé: secteur 13
Ouagadougou BP..... ; Tél. :

SOMMAIRE

Article 1 : Forme

Article 2 : Dénomination

Article 3 : Objet

Article 4 : Siège social

Article 5 : Durée

Article 6 : Apports

Article 7 : Capital social

Article 8 – Modification du capital social

Article 9 – Droits des associés

Article 10 – Forme des actions

Article 11 – Forme de cession des actions

Article 12 – Clause d'agrément

Article 13 – Décès d'un associé

Article 14 – Organes dirigeants

Article 15 – Décisions collectives

Article 16 – Tenue des assemblées générales

Article 17 – Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée

Article 18 – Conventions interdites

Article 19 – Comptes courants d'associés

Article 20 – Exercice social

Article 21 – Comptes annuels et résultats sociaux

Article 22 – Bénéfices distribuables

Article 23 – Dissolution et liquidation

Article 24 – Contestations

Article 25 – Actes accomplis pour le compte de la Société en formation

Article 26 – Frais

Article 27 – Formalités de publicité

Les soussignés :

SEMDE Rasmané , Enseignant chercheur demeurant à né le à de nationalité titulaire du document d'identité N°délivrée le par ;

Nom et Prénom, profession demeurant à né le à de nationalité titulaire du document d'identité N°délivrée le par ;

Nom et Prénom, profession demeurant à né le à de nationalité titulaire du document d'identité N°délivrée le par ;

Nom et Prénom, profession demeurant à né le à de nationalité titulaire du document d'identité N°délivrée le par ;

Nom et Prénom, profession demeurant à né le à de nationalité titulaire du document d'identité N°délivrée le par ;

Ont établi les statuts d'une société devant exister entre eux et éventuellement toutes autres personnes pouvant entrer dans ladite société et dont la teneur suit.

Article 1 : Forme

Il est formé entre les soussignés une **Société à action simplifiée** qui sera régie par l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêts Economiques (ci-après désigné « Acte Uniforme »), ainsi que par les présents statuts et leurs annexes.

Article 2 : objet social

La société a pour objet, directement ou indirectement, au Burkina Faso et à l'étranger de :

- **réaliser de la recherche-développement des produits pharmaceutiques**
- **fabriquer des produits pharmaceutiques**
- **distribuer en gros des produits pharmaceutiques**

Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en favoriser son développement.

Article 3 : Dénomination sociale

La société a pour dénomination sociale : **INNOVA PHARMA en abrégé « IP »**.

Dans tous les documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits visiblement et en toutes lettres « Société à action simplifiée », de l'énonciation du montant du capital social, de l'adresse de son siège social et du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier.

Article 4 : Siège social

Le siège social de la société est fixé à la Ville/commune Ouagadougou., Secteur : 13, BP: ; Tél.:

Il peut être transféré en tout autre lieu de la même ville, et en tout autre endroit par décision extraordinaire des associés.

Article 5 : Durée

La durée est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier, sauf dissolution anticipée ou prorogation dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Article 6 : Apports

-Apport en numéraire

Il est fait à la société, des apports en numéraire de la somme de dix millions (10 000 000) ~~cinq millions(5 000 000)~~ de francs CFA souscrits et libérés en **totalité** pour le compte de la société en constitution.

Lesdits apports ont été faits par les associés ci-après ainsi qu'il suit :

Nom et Prénom, la somme defrancs CFA

Nom et Prénom, la somme defrancs CFA

Nom et Prénom, la somme defrancs CFA

Nom et Prénom, la somme defrancs CFA

Nom et Prénom de la somme defrancs CFA

Article 7 : Capital social

Le capital social fourni au moyen des apports ci-dessus constatés, est fixé à la somme de **dix millions (10 000 000)** de francs CFA.

Il est divisé en **mille (1000)** parts sociales, de **dix mille franc (10 000)** francs CFA chacune, numérotées de un (001) à **mille (1000)** Parts, attribuées aux associés suivant le tableau ci-dessous.

Nom et prénoms des associés	Montants des souscriptions	Montants des apports libérés	Répartition des apports en nombre	Répartition des apports en pourcentage
Associé 1	4 000 000	4 000 000	400	40%
Associé 2	3 000 000	3 000 000	300	15%
Associé 3..	1 500 000	1 500 000	150	15%
Associé 4	750 000	750 000	75	15%
Associé 5	750 000	750 000	75	15%
TOTAL	10 000 000	10 000 000	1 000	100%

Article 8 – Modification du capital social

Le capital social est variable. Il peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par les associés statuant dans les conditions de l'article 16 ci-après.

Article 9 – Droits des associés

Chaque action confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux Statuts et aux décisions des associés.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social que jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent

Article 10 – Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives et leur propriété résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Article 11 – Forme de cession des actions

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après accomplissement des formalités suivantes :

- signification de la cession à la société par voie d'huissier;
- acceptation de la cession de part dans un acte notarié ;
- dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre et remise par le Président d'une attestation de dépôt.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de l'une des formalités ci-dessus et modification des statuts et publicité au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit, à quelque autre cessionnaire que ce soit, y compris les conjoints, ascendant ou descendant du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés non cédants représentant au moins les trois quarts du capital social, déduction faite des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la Société et à chacun des associés non cédants, par lettre avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé et son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés survivants représentant les trois quarts du capital social, déduction faite des parts de l'associé décédé.

Article 12 – Clause d'agrément

Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, à des tiers ou entre actionnaires, doit préalablement être agréée.

Le projet de cession est notifié au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il contient l'indication des noms, prénom et adresse du cessionnaire s'il s'agit d'une personne physique et sa dénomination sociale, sa forme, son capital social, son siège social, son immatriculation au RCCM, l'organe qui la représente et son actionnariat s'il s'agit d'une personne morale, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert

Dans le délai de quinze jours à partir de la notification, le Président convoque l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des actions. Il peut également consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge manuscrite.

En cas d'agrément, la cession est réalisée dans les termes et conditions mentionnés dans le projet de cession notifié à la Société.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de deux mois à compter de la notification du projet de cession, l'agrément à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé d'agréer la cession, le cédant peut, dans les quinze jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

À défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions à un prix fixé à dire d'expert.

Ce délai peut être prolongé une seule fois, à la demande du Président de la Société, par ordonnance du Président de la juridiction compétente statuant sur requête.

La Société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les actions au prix de la cession et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. À défaut d'accord sur le prix de cession, il est fixé à dire d'expert. Lorsque les actions sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler.

En cas de cession des actions du Président, les fonctions qui lui sont dévolues en matière d'agrément sont exercées par l'associé le plus âgé, et si le Président est l'associé le plus âgé, par le second associé le plus âgé.

Article 13 – Décès d'un associé

En cas de décès d'un associé, la Société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

Article 14 – Organes dirigeants

14.1 Conseil d'administration

- Composition du conseil d'administration

La société comprend un conseil d'administration composé de 3 membres au moins et 12 au plus choisis parmi les personnes physiques ou morales actionnaires ou non désignées ou nommées par l'assemblée générale.

Les personnes morales auxquelles les fonctions d'administrateur sont conférées sont tenues de désigner à la société, lors de leur nomination, par lettre au porteur contre récépissé ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un représentant permanent pour la durée de son mandat, lequel représentant ne sera pas tenu d'être personnellement actionnaire de la société administrée.

Les administrateurs sont désignés ou nommés par les associés pour une durée de deux ans renouvelables et leurs fonctions prennent fin dans les mêmes conditions que celles fixées pour le président.

-Organisation du conseil d'administration

Les administrateurs désignent, au sein de leurs membres ou en dehors d'eux, un président du conseil d'administration chargé principalement de convoquer et de présider leurs réunions. Le Président du conseil d'administration est choisi parmi les administrateurs et la durée de son mandat ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur, sous réserve des cas de démission et de révocation. A l'expiration de son mandat, le Président du conseil d'administration est toujours rééligible.

Le Président du conseil d'administration préside le Conseil d'Administration et les assemblées générales.

Il doit veiller à ce que le conseil d'administration assume le contrôle de la gestion de la société confiée au Directeur général.

- Délibérations du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président ou d'un administrateur délégué à cet effet ou de la moitié de ses membres, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins, trois (3) fois au cours de chaque exercice.

Les convocations ont lieu par tous moyens.

Le conseil d'administration est convoqué et tient séance au siège social ou à tout autre endroit désigné sur la convocation. Il est présidé par le président du conseil d'administration, ou en cas d'empêchement par un administrateur désigné à la majorité des voix.

La présence de la moitié (1/2) des membres du conseil d'administration est indispensable pour

la validité des délibérations.

Le vote par procuration est admis.

- Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le président du conseil d'administration de la société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Il dispose notamment des pouvoirs suivants :

- préciser les objectifs de la société et l'orientation qui doit être donnée à son administration ;
- exercer un contrôle permanent de la gestion assurée par le Directeur Général ;
- arrêter les comptes et les états financiers de synthèse de chaque exercice ainsi que le rapport de gestion sur l'activité de la société qui sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire ;
- décider du déplacement du siège social dans les limites du territoire d'un même Etat partie, et modifier en conséquence les statuts sous réserve de la ratification par la plus prochaine Assemblée Générale
- autoriser les conventions
- nommer le Directeur Général;
- fixer les rémunérations et acter les révocations.

14.2 Directeur Général

Le Conseil d'Administration nomme, parmi ses membres ou en dehors d'eux, un Directeur Général qui doit être une personne physique. Le Conseil détermine librement la durée des fonctions de Directeur Général qui ne peut, toutefois s'il est administrateur, excéder la durée de son mandat.

Le mandat du Directeur Général est renouvelable et il est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration.

Le Directeur Général assure la direction Générale de la société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers. Pour l'exercice de ses fonctions, il est investi des pouvoirs les plus étendus qu'il exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués aux Assemblées Générales ou spécialement réservés au Conseil d'Administration par des dispositions légales ou statutaires.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, dans les conditions et limites fixées par l'article 122 de l'Acte uniforme. Cependant, l'autorisation du conseil d'administration est requise dans les cas suivants :

- pour toutes cessions d'actifs figurant au bilan de la société ;
- pour les cautions avals et garanties conformément aux dispositions de l'Acte uniforme Ohada relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Le Directeur Général peut être lié à la société par un contrat de travail dans les conditions prévues à l'article 426 de l'Acte Uniforme et à la condition que celui-ci corresponde à un emploi effectif.

Il assiste avec voix consultative aux réunions des organes délibérants, sauf s'il a qualité d'administrateur, auquel cas il a voix délibérative aux réunions du conseil d'administration.

Il prépare le budget et veille à son exécution tant en recettes qu'en dépenses. Il doit prévoir les ressources de trésorerie permettant le paiement des charges obligatoires sous peine de voir engager sa responsabilité dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur. A cet effet, il a accès à tous les documents comptables.

Il présente annuellement les états financiers de synthèse au conseil d'administration et lui soumet un rapport de gestion faisant notamment le point sur l'exécution des budgets et des programmes d'actions et d'investissements, l'évolution de la trésorerie et les perspectives de continuation de la société.

Les modalités et le montant de la rémunération du Directeur Général sont fixés par le Conseil d'Administration ainsi que les avantages en nature, le cas échéant. Il a en outre droit au remboursement de ses frais ordinaires de représentation ou de déplacement, soit sur justifications, soit au moyen d'une allocation forfaitaire, lesquels frais sont fixés par le Conseil d'Administration.

En cas d'empêchement temporaire ou définitif du Directeur Général, le Conseil d'Administration pourvoit à son remplacement immédiat en nommant sur la proposition de son Président un nouveau Directeur Général

Article 15 – Décisions collectives

Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital, de fusion, scission ou dissolution, de modification des Statuts, d'apport partiel d'actif, de vente de fonds de commerce de la Société, de dissolution, de nomination des commissaires aux comptes, d'approbation des comptes annuels et affectation du résultat, sont prises collectivement par les associés, avec délégation de pouvoir le cas échéant du Président selon ce qui est prévu

par la loi et/ou les Statuts et/ou chaque décision collective.

Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité : modification, adoption ou suppression de clauses statutaires visées à l'article 853-22 de l'Acte Uniforme sur le Droit des Sociétés commerciales et du GIE (AUSGIE) relatives à la transmission des actions et à l'exclusion d'un associé, nomination et révocation du Président, augmentation de l'engagement social d'un associé notamment en cas de transformation de la Société en société en nom collectif ou en commandite.

Les décisions suivantes sont prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des voix : approbation des comptes annuels et affectation des résultats ; nomination des commissaires aux comptes ; dissolution et liquidation de la Société ; augmentation et réduction du capital ; fusion, scission et apport partiel d'actif; transformation en société d'une autre forme, agrément des cessions d'actions; exclusion d'un associé.

Article 16 – Tenue des assemblées générales

Tout associé peut demander la réunion d'une assemblée générale. Au choix du Président, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Elles peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les associés ou par consultation écrite. Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télex et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé ou décisions dans un délai d'un mois.

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens quinze jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai. L'assemblée est présidée par le **Président de la Société**. A défaut, elle élit son Président de séance. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le Président de séance et le secrétaire. En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de trois jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai de quinze jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions. Le résultat de la

consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire associé ou conjoint. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président et le secrétaire de l'assemblée.

Article 17 – Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un des associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil d'administration, est simultanément associé de la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 18 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1^{er} du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 19 – Comptes courants d'associés

Chaque associé peut consentir des avances à la Société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et l'assemblée des associés en conformité avec les dispositions de l'article 16. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

Article 20 – Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 21 – Comptes annuels et résultats sociaux

Dans les six mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le Directeur Général est tenu de consulter les associés sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social

écoulé.

Article 22 – Bénéfices distribuables

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale détermine sur proposition pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

L'assemblée générale peut, après constatation de l'existence de réserves à sa disposition, décider en outre la mise en distribution des sommes prélevées sur ces réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 23 – Dissolution et liquidation

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des associés à la majorité qualifiée des trois quarts.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier.

La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Les associés qui décident la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'aurait pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 24 – Contestations

Tous litiges pouvant s'élever entre les associés ou entre la Société et les associés, relatives aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Article 25 – Actes accomplis pour le compte de la Société en formation

Dès à présent, le **Président** est autorisé à réaliser les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs.

Conformément aux articles 106 et suivants de l'AUSGIE, l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) emportera reprise de ces engagements par la Société.

Article 26 – Frais

Les frais, droits et honoraires des Statuts et de ses suites seront pris en charge par la Société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier.

Article 27 – Formalités de publicité

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

Le présent acte fixant les statuts rédigé en **28** articles a été établi àle enexemplaires originaux.

Après lecture entière faite, les associés ont signé les présents statuts.

Associé 1 signature

Associé 2 signature

Associé 3 signature

Associé 4 signature

Associé 5 signature